



## 57 députés demandent une action significative contre les plans d'annexion d'Israël

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 07 juillet 2020

[Communiqué du CJPMO](#)

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, le 7 juillet 2020 — Les Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO) en partenariat avec d'autres groupes ont [publié une liste](#) de politiciens canadiens représentant 57 membres du Parlement qui ont signé un engagement pour s'opposer aux plans d'annexion israéliens du territoire palestinien en Cisjordanie. En signant, ces députés se sont engagés à pousser le gouvernement canadien à « montrer une opposition significative » à l'annexion et à « envisager tous les moyens diplomatiques et économiques susceptibles de mettre fin à l'annexion et d'inciter Israël à respecter le droit international ».

Les signataires de l'engagement comprennent des députés de quatre des cinq partis politiques représentés à la Chambre des communes, notamment les libéraux, le Bloc québécois, le NPD et les verts. Les signataires de l'engagement comprennent des députés de quatre des cinq partis politiques représentés à la Chambre des communes, notamment les libéraux, le Bloc québécois, le NPD et les verts. Il s'agit notamment de la chef du Parti vert, du porte-parole du NPD en matière d'affaires étrangères et de députés représentant l'ensemble du caucus du Bloc québécois. « Il est réconfortant de voir une importante opposition parlementaire à l'annexion », a déclaré Thomas Woodley, président de CJPMO. « Des députés de tous horizons politiques se sont exprimés pour demander au Canada d'utiliser tous les moyens disponibles pour essayer de stopper l'annexion prévue par Israël et pour protéger les droits des Palestiniens. ».

La campagne d'engagement a été lancée par CJPMO et Voix juives indépendantes Canada, en collaboration avec l'Église Unie du Canada, le Comité Central Mennonite, le Congrès du travail du Canada, le Syndicat canadien de la fonction publique, l'Alliance de la Fonction publique du Canada et la Fédération canadienne des étudiants. Elle a également été soutenue par 29 autres organisations. Dans le cadre de la campagne, plus de 6000 Canadiens ont envoyé des courriels demandant à leurs députés de signer la promesse. CJPMO continuera d'ajouter des députés à la liste à mesure qu'ils exprimeront leur soutien.

CJMO souligne que le Canada a été beaucoup moins critique des plans d'annexion d'Israël que ses alliés européens. Au Royaume-Uni, près de 130 parlementaires se sont fait entendre clairement sur le sujet en signant une [lettre](#) qui demandait au premier ministre Boris Johnson de « faire clairement savoir publiquement à Israël que toute annexion aura de graves conséquences, y compris des sanctions ». Une [lettre](#) similaire signée par plus de 1000 parlementaires européens soulignait que toute annexion exigerait les « conséquences correspondantes ». Les parlements belges et néerlandais ont également voté récemment en faveur de la sanction d'Israël s'il poursuit ses plans d'annexion. Un récent [sondage EKOS](#)

montre que 74% des Canadiens veulent que le gouvernement exprime son opposition à l'annexion israélienne sous une forme ou une autre, et près de la moitié (42%) souhaitent que le Canada impose des sanctions économiques ou diplomatiques contre Israël.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Michael Bueckert, VP CJPME

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

[michael.bueckert@cjpmo.org](mailto:michael.bueckert@cjpmo.org) / 613-315-7947

[Courriel CJPME](#) - [Site Web CJPME](#)

La source originale de cet article est [Communiqué du CJPME](#)

Copyright © [CJPME](#), [Communiqué du CJPME](#), 2020

---

Articles Par : [CJPME](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)